

## Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,  
les membres du Conseil municipal, légalement  
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des  
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de  
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture et culture scientifique

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

#### Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Conventions - Exercice 2024 - Acomptes de subventions - Exercice 2025 - Avenant à la convention d'attribution de subvention à M28 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

### Subventions d'investissement et de fonctionnement – Exercice 2024

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions au titre de l'exercice 2024 selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE / INVESTISSEMENT EXERCICE 2024				
N° de dossier Thématique	Nom de la structure	Thématique	Objet de l'investissement	Montant
00005323	LA FENETRE	(Ville) Culture - Arts	EQUIPEMENTS OU MATERIEL EN LIEN DIRECT AVEC L'ACTIVITE DE LA STRUCTURE	49 000,00

00005288	STUDIO 411 GALERIE		EQUIPEMENTS OU MATERIEL EN LIEN DIRECT AVEC L'ACTIVITE DE LA STRUCTURE	35 000,00
00005320	MONTPEL'LIBRE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	OUTILS INFORMATIQUES ET NUMERIQUES	785,00
00003611	MAISON DES ARTS SONORES	(Ville) Culture - Musique	EQUIPEMENTS OU MATERIEL EN LIEN DIRECT AVEC L'ACTIVITE DE LA STRUCTURE	23 000,00
00005333	FESTI INTERN CINEMA MEDITER MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	OUTILS INFORMATIQUES ET NUMERIQUES	1 500,00
00005324	ALTERSEGOS PRODUCTION	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	OUTILS INFORMATIQUES ET NUMERIQUES	2 800,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>				<b>112 085,00</b>

<b>THEMATIQUE : CULTURE / FONCTIONNEMENT EXERCICE 2024</b>				
<b>N° de dossier Thématique</b>	<b>Nom de la structure</b>	<b>Thématique</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant</b>
00002961	GRAIN D'IMAGE	(Ville) Culture – Arts	Fonctionnement	2 000,00
00003580	CENTRE D'ACTIVITES PIANISTIQUES ET ARTISTIQUES	(Ville) Culture - Musique	Projet : Saison Piano Intime	5 000,00
00003099	LA BOURREIO DEL CLAPAS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 400,00
00003557	COMPAGNIE DORE	(Ville) Culture – Théâtre	Projet : Gare aux Clowns 5 <sup>e</sup> édition	1 000,00
<b>TOTAL</b>				<b>9 400.00</b>

### **Avenant convention d'attribution M28 – Terres de Culture – Exercice 2024**

Le Conseil municipal du 26 mars 2024 a attribué 300 000 € à l'association M28 - Terres de Culture. Il convient d'autoriser la signature d'un avenant à la convention d'attribution de subvention qui permet à l'association de reverser tout ou partie des subventions reçues à d'autres opérateurs.

### **Acomptes de subventions – Exercice 2025**

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subventions et de contributions suivant les tableaux ci-dessous :

<b>SUBVENTIONS THEMATIQUE CULTURE</b>				
<b>N°DE DOSSIER</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>DISPOSTIF</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE</b>
00007270	LA FENETRE	Fonctionnement	Arts	20 000,00
00006150	GRAIN D IMAGE	Fonctionnement	Arts	10 000,00
00006197	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement	Arts	7 500,00

00007325	FESTI INTERN CINEMA MEDITER MONTPELLIER	Fonctionnement	Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	135 000,00
00005579	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	6 250,00
00006008	ACADEMIE SCIENCES LETTRES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	Culture Scientifique	5 000,00
00007077	ASS ALLONS Z ENFANTS	Fonctionnement	Danse	12 500,00
00006336	PULX	Renouvellement d'un projet	Danse	7 000,00
00005977	R.A.M.A	Fonctionnement	Danse	5 000,00
00007031	LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	Fonctionnement	Livre Lecture Publique	11 000,00
00006229	MAISON DE LA POESIE	Fonctionnement	Livre Lecture Publique	5 000,00
00007188	FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	Fonctionnement	Musique	25 000,00
00006656	JAM JAZZ ACTION	Fonctionnement	Musique	10 000,00
00006258	L'ARC-EN-CIEL DES FAUBOURGS	Fonctionnement	Musique	10 000,00
00006126	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE	Fonctionnement	Patrimoine, archives, archéologie	20 000,00
00005602	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	Fonctionnement	Patrimoine, archives, archéologie	15 500,00
00007254	ATTITUDE	Fonctionnement	Pluridisciplinaire	30 000,00
00006196	SCIC TROPISME	Fonctionnement	Pluridisciplinaire	25 000,00
00006022	SCIC TROPISME	Renouvellement d'un projet	Pluridisciplinaire	19 000,00
00006589	L'ATELLINE	Renouvellement d'un projet	Pluridisciplinaire	15 000,00
00006728	L'ARDEC	Fonctionnement	Pluridisciplinaire	6 000,00
00007176	UNI SONS	Fonctionnement	Pluridisciplinaire	5 000,00
00006712	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	Fonctionnement	Théâtre	25 000,00
00005698	BALTHAZAR	Fonctionnement	Théâtre	7 500,00
00006977	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	Renouvellement d'un projet	Théâtre	7 500,00
00006283	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE	Fonctionnement	Théâtre	5 000,00
00007015	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	Renouvellement d'un projet	Théâtre	5 000,00
00006256	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement	Théâtre	5 000,00
00006107	L ADRESSE	Fonctionnement	Théâtre	5 000,00
<b>TOTAL SUBVENTIONS ACOMPTES 2025</b>				<b>464 750,00</b>

<b>CONTRIBUTION ACOMPTE 2025 THEMATIQUE CULTURE</b>	
EPCC MONTPELLIER CONTEMPORAIN	1 475 000,00

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions et contribution telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 décembre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville
- Ville\_Subvention\_M\_2028\_Avenant\_Convention\_dattribution\_2024
- convention investissement\_VILLE 2024
- VILLE - Convention Fonctionnement 2024
- VILLE - Convention Projet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241217-285378-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 26/12/24  
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**Nom de la structure :**

**Nature de la subvention :**

**Montant attribué :**

**Thématique :**

## **Lettre d'engagement**

Je soussigné(e), ....., représentant(e) légal de la structure ....., m'engage à utiliser la subvention de .....€ attribuée pour l'année 2024 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du ....., conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....  
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2024 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2024.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet. Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le représentant légal de la structure bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

# **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

## **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

#### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

#### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

#### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

#### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



**Nom de la structure : Montpellier 2028 – Terres de Culture - 00004955**  
**Nature de la subvention : Fonctionnement**  
**Montant attribué 300 000,00 €**  
**Thématique : (Ville) Culture - Pluridisciplinaire**

## **AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2023,

Et :

La structure bénéficiaire MONTPELLIER 2028 – TERRES DE CULTURE, représentée par Sophie Léron, Présidente, élue par l'Assemblée Générale constitutive du.....;

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Considérant que par délibération en date du 26 mars 2024, le Conseil Municipal a décidé d'approuver l'attribution de fonctionnement de 300 000€ à l'association « Montpellier 2028 – Terres de Culture ».

Considérant que, pour permettre à l'association « Montpellier 2028 – Terres de culture » de répondre à sa mission d'animation et de programmation, il convient de modifier la convention d'attribution de subvention qui lui a été accordée en l'autorisant à reverser tout ou partie de la subvention reçue, dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

Article 1 :

L'article 6 de la convention initiale est modifié comme suit :

La structure bénéficiaire MONTPELLIER 2028 – TERRES DE CULTURE s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
  - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
  - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
  - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville de Montpellier ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, etc ;
- ☐ à élaborer tous les aspects de la communication de l'Association en liaison avec la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier, et notamment à convier aux conférences de presse organisées le Maire, l'adjoint délégué à la Culture, la Direction Générale et la Direction du pôle Culture et Patrimoine de la Ville de Montpellier.
- ☐ à informer la Ville de Montpellier des dates de toutes les manifestations qu'elle organise, y compris celles des nouveaux projets qui ne seraient pas contenus dans la demande d'aide initiale. Elle transmet à la Ville de Montpellier le ou les documents de présentation de sa saison et de ses activités. Elle invite à qualité le Maire de la Ville de Montpellier et l'Adjoint délégué à la Culture à toutes les manifestations qu'elle organise.
- ☐ à communiquer sans délai à la Ville de Montpellier tous procès-verbaux des réunions tenues par les instances dirigeantes de l'Association (Conseil d'administration, Directoire ou Conseil de surveillance), comme des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.
- ☐ à fournir à la Ville de Montpellier, pour avis, les projets de tarifs pour la saison concernée par la présente convention

La collectivité autorise l'association Montpellier 2028 – Terres de Culture à reverser tout ou partie de la

subvention reçue, dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

Article 2 :

Les autres articles sont sans changement

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Délégué aux finances, à l'Evaluation des  
Politiques publiques, aux Ressources Humaines  
Et au dialogue social,

Pour la structure bénéficiaire,

La Présidente

Michel ASLANIAN

Sophie LERON

**Nom de la structure :**  
**Thématique / Dispositif :**  
**Nature de la subvention + n° de dossier:**  
**Objet de l'attribution :**  
**Montant attribué :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION** **D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal [**date du conseil**] ;

Et :

La structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], représentée par Madame / Monsieur ....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le Bureau le ...../...../..... ;

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la convention**

[NOM DE L'ASSOCIATION], a sollicité une subvention auprès de la Ville d'un montant de [MONTANT DE LA DEMANDE] euros pour son investissement au titre de l'année [**date**].

Le projet **titre et n° et du projet** porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à [MONTANT PREVISIONNEL]€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement des politiques culturelles, artistiques et sportives de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier ;

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année [**date**].

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si dans le délai de 18 mois à compter du [**date du conseil**], date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution, la structure bénéficiaire n'a pas :

- achevé la réalisation de son projet d'investissement ;
- transmis la demande de solde ainsi que la totalité des pièces justificatives demandées dans l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention**

Pour l'année [**date**], la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], une subvention d'un montant de [MONTANT ATTRIBUE] euros.

#### **Article 4 : Modalités de paiement de la subvention**

La présente convention prend effet à réception par le service des subventions du Pôle Culture ou du Pôle Sports d'un original dûment remplie et signée par la structure bénéficiaire.

Chaque demande de versement ne pourra être inférieure à 10% du montant total attribué et ne pourra excéder 70% du montant total des dépenses éligibles transmises.

Pièces obligatoires pour toute demande de versement :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : copie de(s) facture(s) **acquittée(s)** ;
- ☐ Pièce n°4 : tableau récapitulatif des dépenses affectées au projet d'investissement daté et signé du Président ou de la Présidente de la structure bénéficiaire.

Pièces obligatoires pour la demande de solde :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : copie de toutes les dépenses **acquittée(s)**, et affectées au projet ;
- ☐ Pièce n°4 : copies des comptes financiers du dernier exercice clos à la date de fin de réalisation du projet d'investissement, validés par l'assemblée générale de la structure, certifiés par le (la) Président(e), ou le Rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- ☐ Pièce n°5 : copie du rapport d'activité global de la structure du dernier exercice clos à la date de fin de réalisation du projet d'investissement, validé en l'assemblée générale de la structure ;
- ☐ Pièce n°6 : rapport final de réalisation de l'investissement daté et signé du Président ;
- ☐ Pièce n°7 : l'état définitif de l'ensemble des recettes et dépenses affectées au projet d'investissement daté et signé du Président de la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire pourra effectuer une demande d'avance au regard de sa situation financière à la date de cette dernière. La demande devra être justifiée et accompagnée des documents suivants :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée par le(a) Président(e) ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : courrier de demande d'avance daté et signé par le(a) Président(e) et le(a) trésorier(ère) expliquant la situation financière de l'association et s'engageant à la dépense dans les 6 mois suivant la réception d'avance ;

A fournir obligatoirement après réception de la réponse favorable du versement d'une avance :

- ☐ Pièce n°4 : bon(s) de commande/bon(s) pour accord daté(s) et signé(s) par les prestataires et Président(e) de l'association bénéficiaire.

#### **Article 5 : Contrat d'Engagement Républicain (CER)**

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention.

#### **Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire**

La structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention ;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à

l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
  - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
  - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville, tous supports ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

## **Article 7 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 8 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 9: Modification de destination et transfert de propriété**

La structure bénéficiaire s'engage à maintenir la destination géographique et l'utilisation sur la durée maximale autorisée pour l'amortissement comptable de l'investissement correspondant, conformément au Plan Comptable Général et autres textes en vigueur.

Si le bénéficiaire envisage :

- de modifier la destination où l'utilisation initiale du bien acquis à l'aide de la présente subvention, il doit en aviser préalablement la Ville pour recueillir son accord ;
- de transférer la propriété des biens subventionnés par la présente convention, il doit obtenir l'accord préalable de la Ville. Les biens subventionnés pourront ainsi changer de propriétaire, dans les conditions qui auront été définies avec la Ville.

## **Article 10 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Dans les cas suivants, la structure reversera à la Ville de Montpellier le montant (théoriquement ou réellement) non encore amorti des dépenses couvertes par la présente subvention d'équipement, sur la base de la durée maximale d'amortissement comptable tenant compte de la durée normale d'utilisation du bien ou fournie à titre indicatif par l'administration fiscale :

- Si la structure ne maintient pas la destination géographique des biens subventionnés ou leur

- utilisation en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention ;
- Si la structure revend tout ou partie des biens financés par cette présente convention en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention ;
- En cas de dissolution de la structure à son initiative avant que le bien ne soit totalement amorti.

### **Article 11: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

# **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

## **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



**Nom de la structure :**

**Nature de la subvention :**

**Montant attribué :**

**Thématique :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION** **DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du ....

Et :

La structure bénéficiaire ....., représentée par ....., Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

---

### **Préambule :**

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

### Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....  
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

### Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

### Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à

l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

### **Article 7 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

### **Article 8 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire informe sans délai le Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

### **Article 10 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

## **Article 11 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,  
Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,  
Le Représentant Légal

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

# **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation *« s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) »*, *« à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République »* et *« à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public »*.

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

## **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



**Nom de la structure :**

**Nature de la subvention :**

**Titre du projet :**

**Montant attribué :**

**Thématique :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION** **POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du ....

Et :

La structure bénéficiaire ....., représentée par ....., Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **Préambule :**

Considérant que la structure bénéficiaire a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ..... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet ".....".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....euros.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4

de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention**

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n° 4: Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet comprenant un compte rendu financier des dépenses et des recettes affectées au projet;
- ☐ Pièce n°6 : Un tableau récapitulatif de l'ensemble des dépenses afférentes au projet et précisant la date, le fournisseur, l'objet et le montant de la dépense.
- ☐ Pièce n°7 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....  
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

### **Article 5 : Contrat d'engagement républicain**

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

### **Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire**

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en

concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

#### **Article 7 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### **Article 8 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction du Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

#### **Article 10 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

## **Article 11 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,

Le Représentant légal

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

# **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

## **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

#### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

#### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

#### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

#### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.